

Prestation de Serment: Le Discours de S.E. M. Paul Biya, Président de la République

Jeudi, 03 Novembre 2011

DISCOURS DE S.E.M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT ELU DE

LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN A L'OCCASION DE LA

PRESTATION DE SERMENT DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Monsieur le Président de la Cour Suprême,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames, Messieurs,

Chers compatriotes,

Qu'il me soit d'abord permis de remercier Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale pour ses paroles de bienvenue et ses encouragements au début de ce nouveau mandat.

Dans ce Temple de la démocratie, je tiens également à remercier une nouvelle fois les Camerounaises et les Camerounais de m'avoir renouvelé leur confiance. Il va sans dire qu'elle sera pour moi un précieux soutien moral dans l'exercice des lourdes responsabilités qui seront les miennes au cours des prochaines années.

Le serment que je viens de prêter devant vous, c'est-à-dire « devant le peuple camerounais » selon les termes de l'article 7 de notre Constitution, revêt, à mes yeux, une haute valeur symbolique. Il exprime d'une part une fidélité absolue aux institutions de la République et a d'autre part valeur d'engagement personnel de remplir les obligations qui sont celles du Chef de l'Etat, telles que les définit notre Loi Fondamentale.

Je m'engage donc personnellement et solennellement à exercer ces hautes responsabilités pour le bien du peuple camerounais, comme je l'ai fait par le passé.

Mesdames et Messieurs les Députés,

Ainsi que j'ai eu l'occasion de le dire au lendemain de la proclamation des résultats, je ne me dissimule pas l'étendue et les difficultés de la tâche à accomplir durant ce nouveau mandat. J'en ai exposé les grandes lignes au cours de la campagne électorale. Mais, je souhaite revenir devant vous sur certains points auxquels j'attache une importance particulière.

Au fil du temps, notre système démocratique s'enracine, se consolide et se perfectionne. L'activité de l'Assemblée Nationale en est une bonne illustration. Elle est le théâtre, en commissions ou en séances plénières, de débats sérieux – parfois très vifs – qui témoignent de la vitalité de l'institution. Loin d'être une simple « chambre d'enregistrement », elle joue un rôle essentiel dans notre vie démocratique. Elle doit continuer dans cette voie. Je suis heureux d'avoir cette occasion d'en féliciter son Président et tous ses membres.

L'Assemblée Nationale sera bientôt épaulée par le Sénat. Le pouvoir législatif sera alors exercé par un Parlement complet où les collectivités territoriales décentralisées seront, elles aussi, représentées. Par ailleurs, le processus de décentralisation, qui se poursuit de façon satisfaisante, sera mené à son terme avec un transfert complet des compétences et la mise en place des conseils régionaux prévus par notre Loi Fondamentale. Nous disposerons en conséquence d'une architecture assurant aux citoyens une meilleure participation à la vie publique, avec un bon équilibre entre l'Etat et les collectivités décentralisées. Il nous faudra également installer le Conseil Constitutionnel qui est un organe essentiel pour le fonctionnement de nos institutions.

De façon générale, nous pouvons, je crois, nous féliciter des progrès accomplis sur la voie de la démocratie. Des dispositions ont été prises pour garantir la régularité et la transparence des élections. L'exercice des libertés publiques et le respect des droits humains sont de mieux en mieux assurés. Certes, la critique systématique, par certains, de l'action gouvernementale n'a pas disparu, mais la volonté d'établir un dialogue constructif paraît gagner du terrain. C'est bon signe et j'espère que nous pourrions ainsi trouver des espaces d'entente sur les problèmes d'intérêt national.

Mais je dois dire que les comportements individuels ne sont pas toujours en harmonie avec la solidarité qui devrait être la marque d'une société démocratique. Trop souvent, l'intérêt personnel prend le pas sur l'intérêt général. Cet état d'esprit est à l'origine de ces dérives sociales que sont la fraude, la corruption, voire la délinquance.

Même si le chômage, la pauvreté et les inégalités peuvent expliquer en partie le déclin de la morale publique, nous devons réagir avec encore plus de fermeté contre ces comportements délictueux auxquels il convient d'ajouter la conduite inadmissible de certains automobilistes irresponsables qui causent de véritables hécatombes sur nos routes.

Nous nous devons en effet de continuer à bâtir une République exemplaire en luttant contre la corruption, en consolidant la démocratie.

Dans cette perspective, je tiens à réaffirmer ma volonté de perfectionner sans répit notre système électoral. En deux décennies, beaucoup a été fait pour la tenue d'élections libres, transparentes et régulières ; nul ne peut valablement douter de ce que ceux qui exercent le pouvoir au Cameroun tiennent leur légitimité du peuple souverain. Si les progrès accomplis dans le domaine de la démocratie électorale sont indéniables, il n'en demeure pas moins que certains réglages sont à faire au niveau de notre organe électoral en vue de son meilleur fonctionnement. Aussi restons-nous, aujourd'hui comme hier, à l'écoute des suggestions et des recommandations.

La République exemplaire que nous bâtissons est une République ouverte aux critiques constructives, sans revendication du monopole de la vérité. La République exemplaire est une République de liberté, de tolérance et de civisme.

Et je dois dire que je compte sur la participation de tous et de chacun, notamment des jeunes et des femmes, pour impulser la Nouvelle Dynamique dans tous les secteurs d'activités, pour mener à bien la mission qui m'a été confiée

J'en viens maintenant à ce qui sera sans doute l'une des grandes affaires de ce septennat, c'est-à-dire l'accélération de la relance de la croissance.

Mais auparavant, jetons, si vous le voulez bien, un regard en arrière. Il n'y a pas si longtemps, notre gestion budgétaire se caractérisait par de nombreux dérapages. Nous peinions à assurer le versement régulier des salaires et pensions des agents de l'Etat et le service de la dette. Les contraintes de l'ajustement structurel limitaient nos ambitions. Nous devions négocier pour atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Aujourd'hui, nous avons remis de l'ordre dans nos finances publiques. L'allègement de notre dette nous a donné de nouvelles marges de manoeuvre. Nous disposons désormais d'une vision à long terme qui fixe les étapes de notre marche vers l'émergence et de la stratégie pour la croissance et l'emploi qui nous guidera pendant les prochaines années. Bref, nous savons où nous allons et sommes libres de nos choix.

La récente crise économique et financière, même si elle n'a pas remis en cause les fondamentaux de notre économie, a freiné notre élan au moment où nous nous apprêtions à lancer nos grands projets agricoles, miniers, énergétiques et infrastructurels. Je suis heureux de pouvoir dire maintenant que, malgré un contexte mondial encore marqué par la morosité et par d'inhabituelles convulsions, la plupart de ces projets vont prochainement prendre corps et transformer radicalement l'économie de notre pays.

Je ne crois pas nécessaire de revenir en détail sur ces projets que j'ai souvent évoqués. J'estime toutefois utile d'insister sur certaines actions que nous allons entreprendre parce qu'elles conditionnent l'accélération de la relance de notre croissance :

- Parlons d'abord de l'agriculture, au sens large, qui fait vivre la majeure partie de notre population. Comme je l'ai dit à Ebolowa et à Maroua, nous devons faire notre « révolution agricole » et nous la ferons. En stimulant toutes nos productions, nous assurerons non seulement notre sécurité alimentaire mais aussi l'accroissement de nos exportations et la réduction de nos importations. Il nous faudra pour cela sortir des sentiers battus, changer de méthodes et mettre en oeuvre des moyens modernes. Un seul exemple : réaliser, au Cameroun ou dans le cadre de la CEMAC, un vaste programme de production d'engrais à la mesure des besoins de notre agriculture.

- Quelques mots à présent sur l'énergie. Vous savez l'intérêt que j'y attache. Vous n'ignorez pas non plus les désagréments que la pénurie d'électricité peut provoquer pour nos populations mais également pour notre industrie, qui a perdu du terrain pour cette raison.

Nos projets sont désormais en bonne voie. Les barrages de Lom Pangar, Memve'ele, Mekin et les centrales qui leur sont associées, seront une réalité dans les prochaines années. D'autres suivront avec l'aménagement du cours de la Sanaga. Le cauchemar des pénuries sera alors derrière nous. Il convient toutefois de s'interroger sur l'origine des défaillances que nous avons connues. Entre projets mal gérés et engagements non tenus, les responsabilités devront être établies.

- Le problème du déficit d'énergie réglé avec le renfort de l'exploitation de nos gisements de gaz et l'apport des centrales thermiques, nous allons pouvoir relancer nos industries à partir de nos ressources minières et agricoles. Nous serons ainsi en meilleure position pour transformer nos matières premières, avec le double avantage d'obtenir un surplus de valeur ajoutée et de réduire nos importations. Nous aurons alors une industrie digne de notre pays.

- L'agriculture, l'énergie et l'industrie ont pour dénominateur commun un réseau d'infrastructures adapté à une économie en expansion. Ce réseau a été amélioré de façon visible dans la période la plus récente. De nouveaux projets de routes, d'installations portuaires, de lignes de chemin de fer, de télécommunications et de liaison par fibre optique sont en cours de réalisation ou sur le point de l'être. Ils permettront non seulement de faciliter les échanges, mais aussi de rompre l'enclavement et par là même de conforter l'unité nationale

- Mais, me demanderez-vous, comment financer des investissements aussi considérables ? Il sera en priorité fait appel aux investisseurs privés nationaux et étrangers. Si les projets sont bien étudiés et rentables, l'accord pourra être trouvé. Nous nous tournerons également vers les Etats amis qui nous font confiance. Enfin, nous pourrons avoir recours à notre propre budget d'investissement et à l'épargne de nos concitoyens. Qui n'a pas été impressionné par la facilité avec laquelle notre grand emprunt a été souscrit ?

Je voudrais maintenant aborder le volet social de cette intervention.

Il faut avoir le courage de le reconnaître, les conditions de vie d'une partie de notre population sont très difficiles, particulièrement dans les zones rurales et à la périphérie des centres urbains. Ce sont pour la plupart des petits paysans, des chômeurs, des jeunes qui n'ont pu trouver d'emploi, des retraités ou des personnes âgées sans ressources. Notre pays ne fait pas exception en Afrique. Même dans les pays développés, la pauvreté s'étend.

Une création de richesses insuffisante, une forte démographie, un environnement international défavorable et un mode de développement inadapté, telles sont les raisons principales d'une situation qui rejette dans l'exclusion des centaines de millions d'individus dans le monde. Au Cameroun, qui n'est peut-être pas le plus mal loti, nous nous efforçons de trouver des solutions à la mesure de nos moyens.

Le chômage, véritable fléau social, est le mal le plus difficile à combattre. L'Etat crée des emplois publics selon ses possibilités. Au cours des dernières années, il a intégré des milliers de jeunes dans la fonction publique, notamment dans l'armée et les services de sécurité, l'enseignement et la santé. Actuellement, le recrutement de 25 000 diplômés que j'avais annoncé est effectif.

Mais, nous le savons, là n'est pas la vraie solution. C'est seulement la relance et l'accélération de la croissance qui permettront de régler progressivement le problème du chômage. Ce sont les grands projets et la révolution agricole qui ouvriront à beaucoup les portes de l'emploi. C'est la raison pour laquelle je m'engage, pour la part qui est la mienne, à les faire aboutir dans les meilleurs délais possibles.

Une autre dimension importante de la question concerne la professionnalisation de notre système éducatif. Cette mutation est en cours et l'on peut penser qu'elle donnera les résultats escomptés.

Je ne m'étends pas sur l'effort particulier qui a été fait pour multiplier les établissements scolaires de divers degrés et étendre notre réseau universitaire. Vous en constatez comme moi les résultats. Je suis confiant qu'à terme nous en percevrons les dividendes au plan de l'emploi.

Faciliter l'accès aux soins de santé et aux médicaments de qualité est une autre façon d'améliorer les conditions de vie de notre population, surtout pour les plus démunis. Des progrès indéniables ont été faits à cet égard. Ils restent insuffisants. C'est pourquoi nous continuerons à ouvrir de nouveaux centres de santé et à apporter à nos formations hospitalières les équipements de pointe qui leur font défaut parfois. Dans toute la mesure du possible, nous étendrons la gratuité ou la réduction du coût des soins pour les pandémies ou les maladies infantiles. La mise en place, dans le cadre de notre

système de sécurité sociale, d'un dispositif d'assurance maladie facilitera l'accès aux soins des moins favorisés.

Beaucoup reste à faire, c'est vrai, pour mettre à la disposition des Camerounais un approvisionnement suffisant en électricité et en eau potable, préalable indispensable pour assurer des conditions de vie et de santé acceptables. Je crois pouvoir dire qu'avec la réalisation des projets énergétiques que j'ai évoqués et le programme d'adduction d'eau qui a démarré, la situation, de ce point de vue, devrait s'améliorer considérablement.

L'habitat demeure la priorité de notre action. Le programme de construction de 10.000 logements sociaux sera réactivé, en concertation avec le secteur privé et les autres partenaires nationaux et internationaux.

Je serai bref s'agissant de notre politique extérieure, car vous en connaissez les grands axes : soutien aux idéaux des Nations Unies et aux objectifs de l'Union Africaine, maintien des rapports de bon voisinage avec les Etats de notre sous-région, appui à l'intégration au sein de la CEMAC, renforcement de notre coopération bilatérale avec les pays amis traditionnels. Par ailleurs, nous déploierons tous les efforts nécessaires pour obtenir une représentation équitable de l'Afrique dans les organes des Nations Unies et en particulier au Conseil de Sécurité. Nous soutiendrons également les initiatives en vue « d'humaniser » une mondialisation qui n'a pas tenu toutes ses promesses.

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Monsieur le Président de la Cour Suprême,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames, Messieurs,

Voici l'essentiel de ce que je voulais vous dire alors que ce septennat commence. Il y a sept ans, dans cette même enceinte, j'affirmais devant vous que deux conditions devaient être remplies pour que nous puissions avancer dans la voie du progrès économique et social :

- premièrement, il était nécessaire que notre pays continue de vivre en paix et dans la stabilité,
- deuxièmement, il était indispensable que nous nous rassemblions au-delà des frontières partisans pour mener à bien le grand projet de société qui fera du Cameroun un pays où il fera bon vivre pour tous.

Ces conditions demeurent d'actualité. Mais je dois ajouter que les progrès accomplis au cours des dernières années doivent nous apporter un surcroît de confiance dans notre avenir, un avenir de paix, de liberté, de prospérité et d'unité.

C'est à cet avenir que nous devons tous travailler. Ainsi, pour les nouvelles générations, nous aurons préservé nos acquis, tous nos acquis, dans la paix et la stabilité.

N'ayons pas peur de l'avenir. Tout dépend de nous, de notre détermination à servir notre pays

Mes chers compatriotes,

En plaçant mon mandat sous le signe des Grandes Réalisations, je vous invite tous à faire montre de plus d'audace, de plus de créativité, de plus d'innovation.

Vous, Camerounais de la diaspora en particulier, sortis des plus grandes écoles, exerçant vos activités dans des sociétés de rang mondial, vous qui excellez dans les domaines de pointe, le moment est venu de mettre votre expertise au service de votre pays.

En prêtant serment, ce jour, devant le peuple camerounais, j'ai la conviction que TOUS ENSEMBLE, Camerounais des villes et des villages, de l'intérieur et de l'extérieur, sans discrimination de quelle que nature que ce soit, nous pouvons, mieux, nous devons résolument transformer le Cameroun en un chantier de l'émergence, c'est-à-dire :

- en un pays qui crée des richesses et les redistribue de manière équitable,
- en un pays qui offre à tous des opportunités égales d'épanouissement,
- en un pays à la croissance économique forte et durable,
- en un pays à la sécurité alimentaire renforcée,

- bref en un pays du bonheur de tous et de chacun.

TOUS ENSEMBLE, nous pouvons, nous devons relever ce défi. Je m'y suis engagé. Vous vous y êtes engagés. Le peuple camerounais s'y est engagé. L'heure est à l'action.

Je vous remercie.

Vive la République !

Vive le Cameroun !